

**EXPLOITATION DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE
INTÉGRALE (1994/95) ET PRODUCTION DU
SECTEUR INFORMEL EN GUINÉE**

Rapport de mission

**MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE**

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

mai 1998

9612-3C-029



SETYM International Inc.

2192, boul. René Lévesque ouest Tél : (514) 939-2200
Montréal, Québec Fax : (514) 939-2716
Canada H3H 1R6 c. élec. : setym@setym.com

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

—◆—
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ
—◆—

MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE

LE SECTEUR INFORMEL EN GUINÉE

Exploitation des données de l'enquête intégrale budget-consommation
1994/95

Magali BRIERE

Conseiller Economique



SETYM International, Inc.
2192, boul. René Lévesque ouest
Montréal, Québec
Canada H3H 1R6

Tél: (514) 939-2717
Fax: (514) 939-2716
C. élec.: setym@setym.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
LE PROBLEME DE LA DEFINITION DU SECTEUR INFORMEL	6
LE PROBLEME DE LA MESURE DU SECTEUR INFORMEL	7
II- LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR	8
II-1- NOTE METHODOLOGIQUE	8
II-2- REPARTITION DES ENTREPRISES INFORMELLES NON AGRICOLES PAR ACTIVITE	9
II-3- REPARTITION DES ENTREPRISES INFORMELLES NON AGRICOLES PAR REGION	11
II-4- IMPORTANCE DES ACTIVITES FEMININES	13
<i>II-4-1- RÉPARTITION SELON LE SEXE DU RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE</i>	<i>13</i>
<i>II-4-2- RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR CHAQUE SEXE</i>	<i>14</i>
<i>II-4-3- RÉPARTITION PAR SEXE AU SEIN DE CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉ</i>	<i>16</i>
III- LA CONTRIBUTION DU SECTEUR A LA FORMATION PAR LE BIAIS DE L'APPRENTISSAGE	18
IV- LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU PRODUIT INTERIEUR BRUT (HORS SECTEUR AGRICOLE)	21
IV-1- RAPPEL	21
IV-2- LES METHODES DISPONIBLES POUR EVALUER LA PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LE PIB	21
IV-3- APPLICATION	22
CONCLUSION	26
ANNEXE A : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	28
ANNEXE B1 : EXPLOITATION DE LA BASE DE DONNEES DE L'ENQUETE INTEGRALE BUDGET-CONSOMMATION	29
ANNEXE B2 : LISTE SIMPLIFIEE DES CODES D'ACTIVITE	30
ANNEXE B3 : TABLEAUX	37

REPARTITION DES ENTREPRISES DANS L'ECHANTILLON	37
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON	37
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE	37
REPARTITION PAR REGION DANS L'ECHANTILLON	39
REPARTITION PAR REGION DANS LA POPULATION TOTALE	39
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE REGION DANS L'ECHANTILLON	39
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE REGION DANS LA POPULATION TOTALE	40
REPARTITION PAR SEXE DU RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE DANS L'ECHANTILLON ET DANS LA POPULATION TOTALE	40
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE SEXE DANS L'ECHANTILLON	41
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE SEXE DANS LA POPULATION TOTALE	41
REPARTITION PAR SEXE POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON	42
REPARTITION PAR SEXE POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE	42
PART DES APPRENTIS DANS CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON	43
PART DES APPRENTIS DANS CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE	43
<u>ANNEXE C : TERMES DE REFERENCE</u>	44
<u>ANNEXE D : BIBLIOGRAPHIE</u>	46

INTRODUCTION

Le thème de l'économie non enregistrée par les statistiques et de sa mesure par la Comptabilité Nationale fait partie des nombreux sujets de préoccupations des décideurs politiques. Tous les pays sont plus ou moins concernés par ce pan caché de l'économie, mais il est particulièrement important dans les pays en développement, où il participe pleinement à l'activité économique et représente de nouvelles stratégies économiques face aux situations de crise (chute du PIB et baisse du pouvoir d'achat, chômage et sous-emploi, pauvreté, ...). Ainsi, le secteur informel engendre une dynamique propre et est susceptible de contribuer de façon non négligeable à la croissance ; il apparaît donc crucial de l'intégrer à la problématique macro-économique globale du développement.

Malgré l'importance que revêt le secteur informel en Guinée et l'essor qu'il a connu à la suite de la libéralisation de l'économie en 1985, très peu d'informations statistiques officielles viennent illustrer son poids dans les activités économiques et contribuer à la définition d'une politique économique qui permettrait de l'insérer dans la dynamique macro-économique en Guinée.

A travers le Projet d'Appui au Développement Socio-Economique (PADSE), le Ministère du Plan et de la Coopération a effectué en 1994-95 une Enquête Intégrale Budget et Consommation (EIBC), comprenant notamment un volet emploi très détaillé (branche d'activité, statut dans l'emploi, rémunérations et avantages, protection sociale, nombre d'employés, enregistrement auprès d'une agence gouvernementale, tenue d'une comptabilité moderne, etc...). L'objectif de la présente étude est d'exploiter les données de cette enquête, afin d'examiner le secteur informel en Guinée. Il s'agit en particulier :

- ◆ de décrire les caractéristiques de ce secteur (répartition géographique, activités dominantes, emploi, rôle et importance des activités féminines, etc...)
- ◆ d'évaluer sa contribution à la formation par le biais de l'apprentissage
- ◆ d'évaluer sa contribution au Produit Intérieur Brut (hors secteur agricole).

LE PROBLEME DE LA DEFINITION DU SECTEUR INFORMEL

Il existe de nombreuses définitions du secteur informel, que l'on peut regrouper en trois catégories : les définitions multicritères, fonctionnelles et statistiques. Dans le cadre de cette étude et pour les besoins de la Comptabilité Nationale, la définition la plus appropriée est évidemment une définition statistique. La plus couramment retenue dans les pays d'Afrique francophone définit le secteur informel comme tout ce qui n'est pas enregistré auprès de l'administration fiscale. Ce critère semble être le plus pertinent, dans la mesure où toute activité économique est supposée être déclarée, sous une forme juridique ou une autre, auprès de cette même administration. Ceci implique qu'elle tienne une comptabilité et se soumette au paiement de l'impôt sur les bénéfices, quel qu'en soit le mode de calcul (proportionnel, forfaitaire, ...). Toutefois, dans les grandes villes africaines, le prélèvement par des autorités municipales ou autres d'une taxe forfaitaire, par exemple sur les commerçants non déclarés qui exercent sur la voie publique, est un phénomène très répandu qui s'apparente au paiement d'un impôt sur les bénéfices, sans de déclaration auprès d'une administration fiscale¹. Ainsi, pour définir l'appartenance au secteur informel, le critère de non tenue d'une comptabilité est préféré. Evidemment, on peut lui opposer diverses critiques, en particulier que son champ d'application n'est ni homogène, ni constant dans le temps et l'espace.

Certaines activités non monétaires, comme les biens et services non marchands réalisés par les ménages pour leur propre compte (activités domestiques, production domestique pour l'autoconsommation), ou sous forme d'entraide sans but lucratif, ne sont pas intégrées à la définition du secteur informel, pour respecter le champ théorique de la Comptabilité Nationale.

Par ailleurs, comme le recommande la 15ième Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST), qui s'est tenue en janvier 1993, les activités agricoles sont exclues (elles pourront faire l'objet d'études spécifiques), mais les activités secondaires, voire tertiaires, de commerce et d'artisanat des ménages agricoles sont prises en compte.

¹ C'est ce que F. Roubaud (1991) appelle l'"informalisation des procédures légales par les pouvoirs publics".

Enfin, il importe de distinguer le secteur informel de l'économie souterraine, qui correspond à une volonté délibérée d'échapper aux réglementations en vigueur : fraude et évasion fiscales, activités illicites (contrebande, trafic de drogue, etc...).

LE PROBLEME DE LA MESURE DU SECTEUR INFORMEL

L'unité de mesure retenue pour définir le secteur informel est en général l'unité de production, c'est-à-dire l'unité économique et non l'individu ou l'activité. Il existe quatre approches pour mesurer ces unités de production : l'approche indirecte, les enquêtes auprès des ménages, les enquêtes auprès des établissements et les enquêtes mixtes. Les méthodes principalement utilisées sont :

- ↳ les enquêtes auprès des établissements, qui nécessitent un recensement sur le terrain de tous les établissements
- ↳ les enquêtes dites "mixtes" qui se déroulent en deux étapes : la première phase est une enquête auprès des ménages qui permet de repérer les personnes responsables d'une unité de production informelle. La seconde étape consiste à appliquer un questionnaire spécifique à l'ensemble ou à un échantillon de ces unités de production informelles.

Dans les deux cas, l'unité d'observation est l'unité de production informelle et non le ménage. Toutefois, en l'absence de ce type d'enquêtes, une enquête budget-consommation auprès des ménages est une solution de remplacement². Ce type d'enquête présente l'avantage d'offrir des données à trois niveaux : l'unité de production (grâce à son volet emploi et activités), le ménage et l'individu. Par ailleurs, il permet également de prendre en compte les activités secondaires, voire tertiaires des ménages, ainsi que le secteur informel non localisé qui n'est pas négligeable. Celui-ci comprend notamment les travailleurs exerçant sur des chantiers, à domicile ou dans des ateliers, les travailleurs itinérants, les marchands ambulants et les travailleurs non déclarés par les employeurs du secteur informel localisé.

² Il faut noter que dans ce contexte, on mesure le poids du secteur informel dans les activités des ménages. Les données ne permettent pas de comparer secteur informel / secteur moderne.

II- LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR

On s'intéresse ici aux caractéristiques des entreprises non agricoles informelles déclarées par les ménages dans la section 10, partie A du questionnaire de l'enquête intégrale budget-consommation auprès des ménages (EIBC). Chaque ménage a pu déclarer jusqu'à trois entreprises principales. Ainsi, on a un total de **4546** entreprises non agricoles dans l'échantillon. Parmi celles-ci, 56 tiennent une comptabilité (réponse positive à la question 11 de cette section) et **4463**, soit **98 %** n'en tiennent pas et sont donc considérées comme informelles dans le cadre de cette étude³. Les données qui suivent portent sur ces entreprises non agricoles informelles.

En extrapolant les résultats de l'enquête⁴, grâce au coefficient "WHI" de la section 0 du questionnaire, on obtient un total de **764 997** entreprises informelles non agricoles. Ce chiffre est énorme *a priori* mais étant donné que l'on a tenu compte des activités principales, secondaires et tertiaires de tous les membres des ménages, il paraît plausible⁵.

II-1- NOTE METHODOLOGIQUE

Pour maintenir une certaine cohérence avec les études précédemment réalisées, notamment celles de GOZO⁶ et de CHARMES⁷, les secteurs d'activité ont été regroupés en trois grandes catégories :

- ◆ le secteur productif, hors agriculture mais y compris la pêche
- ◆ le secteur commercial
- ◆ le secteur des services.

³ On a également 27 entreprises pour lesquelles il n'y a pas de réponses (moins de 1 % du total).

⁴ En effet, s'agissant d'une enquête par échantillonnage, il faut reconstituer la population totale à l'aide des coefficients de pondération.

⁵ Par ailleurs, on trouve le chiffre de 890 850 entreprises informelles dans le bulletin de politique économique de la CEPEC sur le secteur informel (p 19).

⁶ GOZO M.K., *Le secteur non structuré urbain en République de Guinée - Analyse typologique, facteurs de blocage et perspectives de promotion*, OIT/PME/PECTA, 1988

⁷ CHARMES J., *Recensement des établissements du secteur non structuré urbain à Conakry, Kankan, Kindia, Mamou et Labe*, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, 1988

Par rapport à la nomenclature utilisée par la Comptabilité Nationale, le **secteur productif** correspond :

- ↳ au sous-groupe 131 : *Pêche, pisciculture, aquaculture et activités annexes* du groupe 1
- ↳ au groupe 2 : *Activités extractives*
- ↳ au groupe 3 : *Activités de fabrication*
- ↳ au groupe 4 : *Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau*
- ↳ au groupe 5 : *Construction*

Le **secteur commercial** correspond :

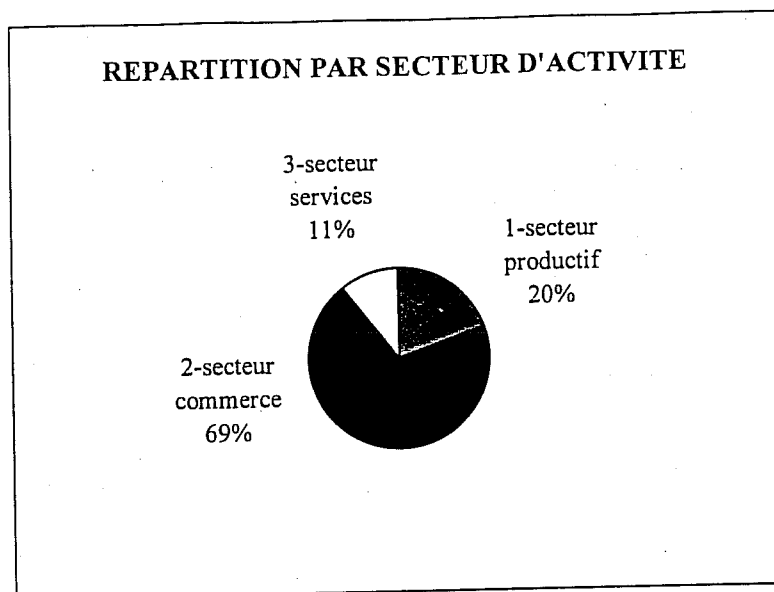
- ↳ au groupe 6 : *Commerce de gros et de détail*

sauf les sous-groupes 612 : *Entretien et réparation de véhicules automobiles*, 637 : *Réparation d'articles personnels et domestiques* et 64 : *Hôtels et restaurants*, que l'on retrouve dans le **secteur des services**, qui compte également :

- ↳ le groupe 7 : *Transports, entreposage et communications*
- ↳ le groupe 8 : *Intermédiation financière*
- ↳ le groupe 9 : *Administration publique et défense, assurance sociale obligatoire.*

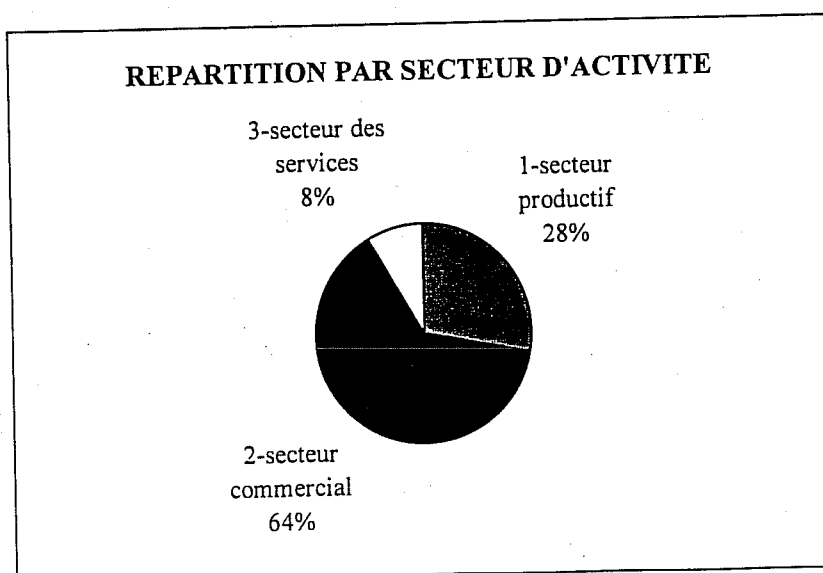
II-2- REPARTITION DES ENTREPRISES INFORMELLES NON AGRICOLES PAR ACTIVITE

A partir des données de l'EIBC, l'agrégation par secteur d'activité produit les résultats suivant :



Sur l'échantillon de 4463 entreprises informelles non agricoles, la répartition sectorielle des activités révèle le caractère dominant du **secteur commercial**, comme GOZO l'avait déjà souligné en 1988. La part occupée par chaque secteur était alors respectivement de 22 %, 56 % et 21 %. Ainsi, la place tenue par le secteur commercial s'est encore accrue, aux dépens des activités de service, tandis que le poids du secteur productif informel reste quasiment stable.

En extrapolant les résultats de l'enquête à l'ensemble du pays, la répartition sectorielle devient :



On en conclut que le secteur productif est sous représenté dans l'échantillon.

Ces résultats sont un peu différents de ceux obtenus à partir de l'enquête sur les entreprises informelles menée par le SEPI/CEPEC⁸, où la part des activités commerciales se révélait beaucoup moins prépondérante. Cela s'explique facilement par le fait que cette étude a négligé le secteur informel non localisé (points de vente occasionnels très mobiles, micro-commerce sur les trottoirs), or cet aspect du secteur informel ne doit pas être négligé car il constitue *a priori* la seule source de revenus de nombreuses personnes (femmes et enfants en particulier).

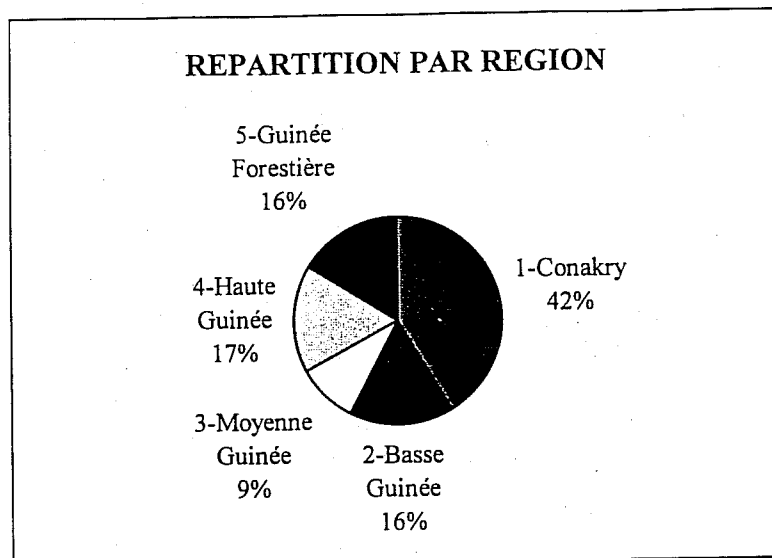
II-3- REPARTITION DES ENTREPRISES INFORMELLES NON AGRICOLES PAR REGION

A partir de la question 3 de la section 0 sur la signalétique des ménages, on a le code des préfectures, que l'on agrège en cinq régions⁹ :

- ↳ zone spéciale de **Conakry**: codes 10 à 14
- ↳ **Basse Guinée** : codes 20 à 27
- ↳ **Moyenne Guinée** : codes 30 à 39
- ↳ **Haute Guinée** : codes 40 à 47
- ↳ **Guinée Forestière** : codes 50 à 56.

⁸ *La pression démographique et le développement du secteur informel en Guinée*, SETI/CEPEC, 1997

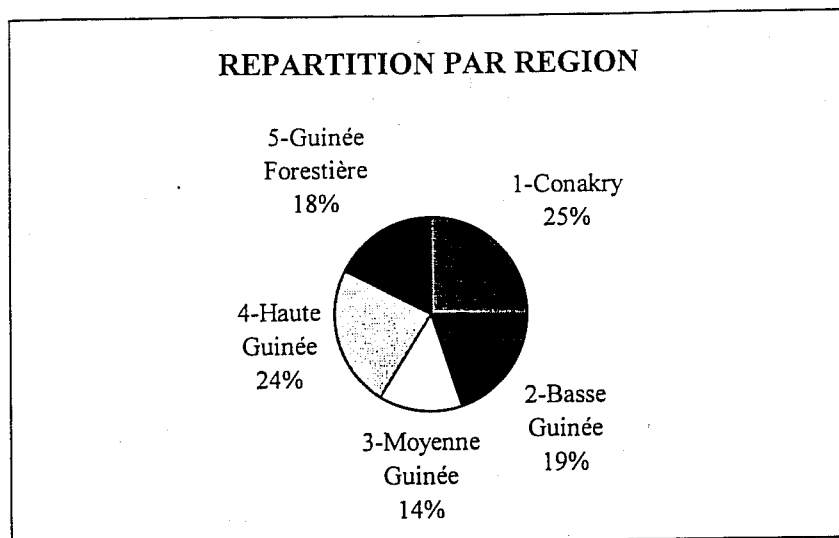
⁹ Pour plus de précisions sur le code des préfectures, se reporter au questionnaire de l'enquête (partie A).



On constate évidemment que Conakry concentre presque la moitié des entreprises informelles non agricoles de l'échantillon.

Pour plus de détails, on trouvera en annexe B3 la répartition des entreprises informelles non agricoles par secteur d'activité pour chacune des régions. La répartition sectorielle par région correspond *grosso modo* à la répartition sectorielle globale, avec toutefois une part du secteur des services inférieure à la moyenne pour toutes les régions, sauf pour la zone de Conakry, au profit du secteur productif.

L'extrapolation de ces résultats à l'ensemble du pays indique une moindre concentration des activités informelles sur Conakry, surtout au profit de la Moyenne et Haute Guinée :

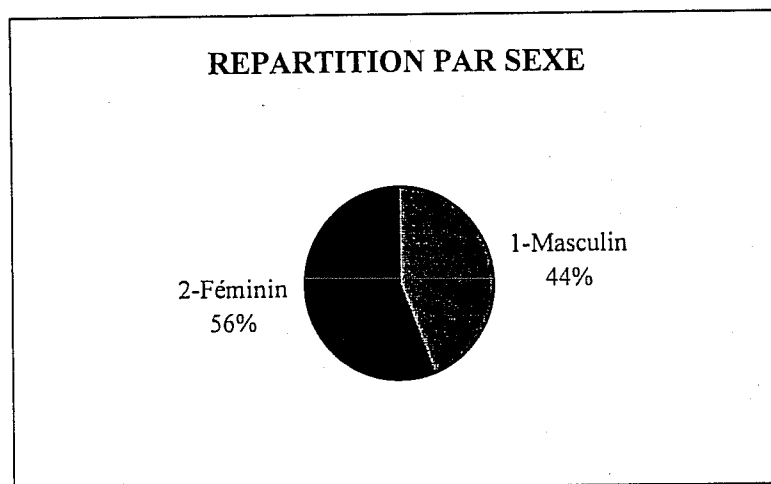


Par ailleurs, la répartition sectorielle par région (voir tableaux en annexe B3) est similaire à celle obtenue à partir de l'échantillon, à l'exception du cas de la Haute Guinée où les activités informelles productives sont fortement sous représentées dans l'échantillon.

II-4- IMPORTANCE DES ACTIVITES FEMININES

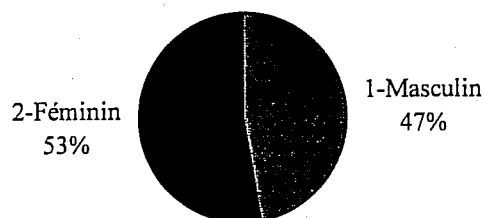
II-4-1- Répartition selon le sexe du responsable de l'entreprise

Pour déterminer l'importance des activités féminines, on a regroupé les entreprises informelles en fonction du sexe du responsable de l'entreprise. On constate que les femmes sont plus représentées que les hommes :



Au niveau de la population totale, la répartition par sexe du responsable de l'entreprise est légèrement plus équilibrée :

REPARTITION PAR SEXE

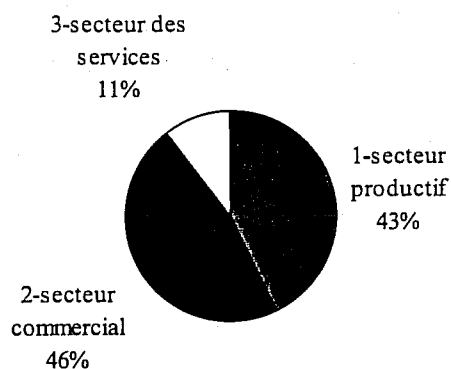


Ces résultats sont surprenants par rapport à ceux de l'enquête SETI/CEPEC, qui comptabilisait seulement 13,8 % de femmes parmi les responsables d'entreprises. Toutefois, on peut encore expliquer cet écart par le fait que leur enquête n'a pas tenu compte du secteur informel non localisé où les femmes sont fortement représentées.

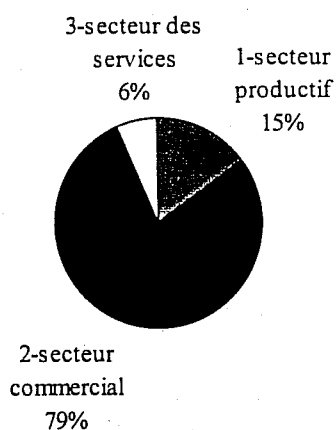
II-4-2- Répartition par secteur d'activité pour chaque sexe

Quant à la répartition des entreprises informelles non agricoles par secteur d'activité en fonction du sexe du responsable de l'entreprise, les résultats sont conformes à l'intuition :

REPARTITION DES ACTIVITES MASCULINES PAR SECTEUR



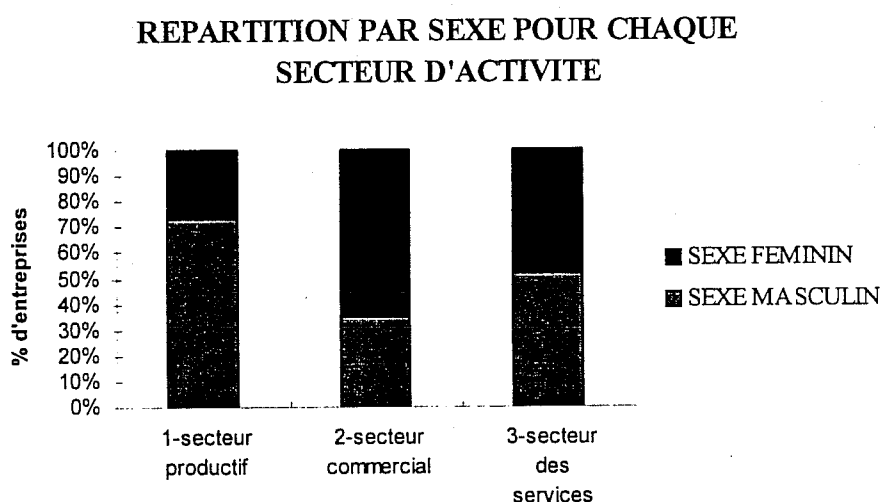
REPARTITION DES ACTIVITES FEMININES PAR SECTEUR



En effet, on remarque que les femmes exercent essentiellement des activités de commerce (82 %), tandis que les hommes réalisent un tiers de leurs activités informelles dans le secteur productif et seulement un plus de la moitié dans le commerce (55 %).

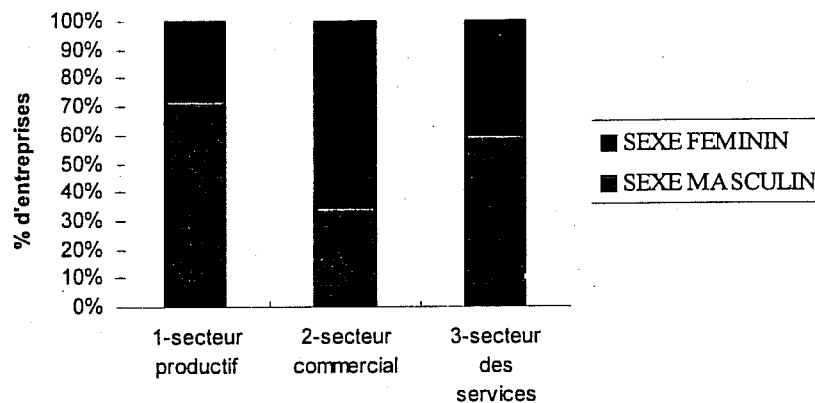
Au niveau de la population totale, la répartition par secteur d'activité en fonction du sexe du responsable de l'entreprise montre que les activités productives masculines et féminines sont sous représentées au niveau de l'échantillon. Le secteur productif, le secteur commercial et le secteur des services représentent respectivement 43 %, 47 % et 11 % des activités masculines et 15 %, 79 % et 6 % des activités féminines. Ces dernières sont donc beaucoup plus spécialisées dans le commerce.

II-4-3- Répartition par sexe au sein de chaque secteur d'activité



Au niveau de l'échantillon, on constate que dans le secteur productif, les hommes responsables d'entreprises informelles sont largement majoritaires, avec une part de 73 % contre seulement 27 % pour les femmes. Par contre, la situation est inversée dans le secteur commercial où les femmes sont responsables de 65 % des entreprises contre 35 % pour les hommes. Dans le secteur des services, la répartition est à peu près équilibrée avec une légère domination masculine, 52 % contre 48 %.

REPARTITION PAR SEXE POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE



Au niveau de la population totale, les résultats sont similaires. Les responsables d'entreprises informelles masculins dominent dans le secteur productif (72 % contre 28 % pour les femmes) et dans le secteur des services (60 % contre 40 %, ce qui signifie que les hommes responsables d'entreprises dans le secteur des services sont sous-représentés dans l'échantillon). Quant à la répartition dans le secteur commercial, elle est identique à celle de l'échantillon (35 % pour les hommes et 65 % pour les femmes).

III- LA CONTRIBUTION DU SECTEUR A LA FORMATION PAR LE BIAIS DE L'APPRENTISSAGE

La question de l'apprentissage est d'actualité en Guinée car le système d'enseignement technique et de formation professionnelle est en cours de restructuration. Pendant la période du Président Sékou Touré, ce système a été négligé et seules les formations traditionnelles basées sur l'apprentissage ont été maintenues. Pour de nombreux métiers (métiers du bâtiment, menuiserie, réparation mécanique, électricité, ...), les structures publiques sont défaillantes, faute d'encadrement et de moyens et les structures privées sont quasi inexistantes. Par conséquent, la formation professionnelle est limitée à l'apprentissage chez les artisans, notamment du secteur informel.

L'apprentissage, mécanisme de transmission des qualifications et des compétences techniques, contribue à la formation du capital humain à plusieurs niveaux, comme le souligne GOZO¹⁰ :

↳ il est la source de formation privilégiée du capital humain dans les entreprises du secteur informel, où la grande majorité des responsables d'entreprises ont appris leur métier sur le tas, eux-aussi à travers le système d'apprentissage

↳ pour les jeunes, exclus du système conventionnel d'éducation et de formation et à la recherche d'un moyen de subsistance, l'apprentissage est la seule alternative

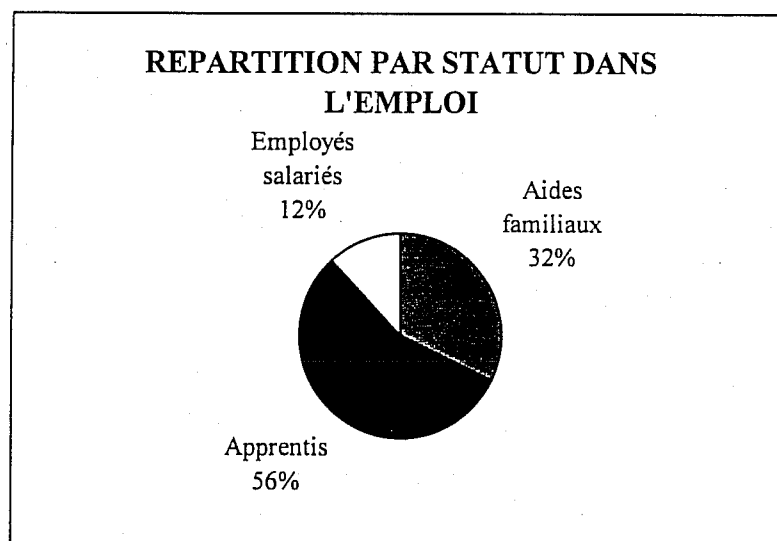
↳ la durée relativement courte de 2 ans en moyenne de la formation permet aux jeunes de disposer rapidement d'un bagage technique obtenu sur le tas et donc adapté aux exigences du marché de l'emploi correspondant, même si l'apprentissage se fait essentiellement par voie d'imitation et de répétition des gestes du patron et n'incorpore souvent aucun support pédagogique permettant de tester la compréhension et l'assimilation des compétences

↳ enfin, le nombre de métiers auxquels sont formés les apprentis est très diversifié, ce qui permet aux apprentis d'acquérir une grande polyvalence et une grande mobilité

¹⁰ GOZO M.K., *Le secteur non structuré urbain en République de Guinée - Analyse typologique, facteurs de blocage et perspectives de promotion*, OIT/PME/PECTA, 1988

professionnelle par rapport à la formation technique conventionnelle ; ils sont davantage capables de s'adapter aux conditions changeantes du marché du travail.

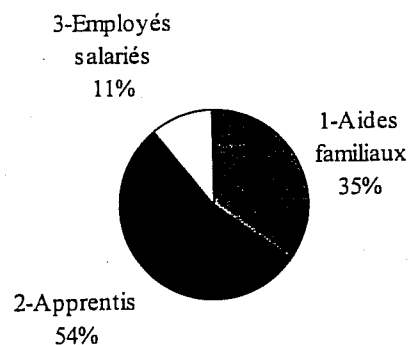
D'après la réponse à la question 12 de la section 10, partie A, 1626 personnes travaillent dans les 4463 entreprises informelles de l'échantillon, en dehors des responsables de l'entreprise. Parmi elles, 903, soit près de **56 %** sont des apprentis, 32 % des aides familiaux et seulement 12 % des employés salariés. Par comparaison, sur les 114 personnes travaillant dans des entreprises non informelles, seulement 37, soit **32 %** sont des apprentis.



Par ailleurs, si l'on se reporte aux tableaux de l'annexe B3, on constate logiquement que le pourcentage d'apprentis est beaucoup plus important dans le secteur productif et dans le secteur des services que dans le secteur commercial. On y trouve respectivement **69 %**, **71 %** et seulement **18 %** d'apprentis.

L'extrapolation des données produit des résultats quasiment identiques :

REPARTITION PAR STATUT DANS L'EMPLOI



Ces résultats sont intéressants mais afin d'apprécier effectivement la contribution du secteur informel à la formation par le biais de l'apprentissage, il conviendrait de les comparer aux effectifs d'apprentis dans les entreprises du secteur moderne.

IV- LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU PRODUIT INTERIEUR BRUT (HORS SECTEUR AGRICOLE)

IV-1- RAPPEL

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est l'agrégat fondamental de la comptabilité nationale. Il permet d'évaluer les résultats de l'activité économique nationale et de mesurer la valeur des biens et services produits par les unités résidentes et disponibles pour les emplois finals. Trois optiques différentes permettent de calculer le PIB :

- ↳ **l'optique de la production** selon laquelle le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées plus les droits et taxes sur les importations
- ↳ **l'optique du revenu** selon laquelle le PIB est égal à la somme des revenus primaires (rémunérations des salariés, excédents nets d'exploitation, impôts indirects nets des subventions d'exploitation et consommation de capital fixe)
- ↳ **l'optique de la dépense** selon laquelle le PIB est la somme des emplois finals, c'est-à-dire de la consommation finale publique et privée, de la formation brute de capital fixe, des variations de stocks et des exportations moins les importations.

IV-2- LES METHODES DISPONIBLES POUR EVALUER LA PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LE PIB

Pour mesurer la contribution du secteur informel à la formation du Produit Intérieur Brut, plusieurs méthodes sont préconisées :

- ♦ l'utilisation de **coefficients techniques de production** consiste à appliquer un coefficient multiplicateur fixe aux consommations intermédiaires pour évaluer la production informelle branche par branche ; toutefois, cette méthode suppose que les fonctions de production sont à coefficients fixes et que les processus de production dans le secteur informel sont identiques à ceux du secteur moderne, ce qui est peu probable
- ♦ l'évaluation des **écarts emplois-ressources** au niveau des produits ; cette approche par la demande finale permet d'intégrer les données d'enquêtes relatives à la consommation des ménages, mais utilise également des données comptables relatives à l'investissement, aux variations de stocks et au commerce extérieur entre autres ; son inconvénient majeur est qu'elle ne s'applique pas à toutes les activités (bâtiment, marges commerciales, ...)
- ♦ l'exploitation des **données relatives au marché du travail**, en faisant des hypothèses sur la productivité des personnes dont l'emploi n'est pas enregistré par les statistiques officielles (production par tête équivalente à celle des entreprises de 1 à 2 emplois dans les branches d'activités formelles correspondantes par exemple) ; l'inconvénient de cette méthode est qu'elle néglige les revenus irréguliers tirés du capital
- ♦ l'utilisation des **variables monétaires**, en faisant l'hypothèse que l'importance du secteur informel se répercute sur la monnaie en circulation car les transactions informelles se font essentiellement en monnaie scripturale ; les critiques que l'on peut faire à cette méthode est qu'elle est sensible à la période de référence et suppose que la vitesse de circulation de la monnaie et le degré d'intégration des activités sont identiques dans l'économie informelle et officielle.

IV-3- APPLICATION

Dans le secteur informel, la valeur ajoutée est presque équivalente à la somme des rémunérations distribuées, sous forme de salaires et de bénéfices des entrepreneurs individuels car, par définition, les impôts versés et les subventions d'exploitation sont très faibles. Ainsi, si l'on dispose de la masse salariale et de la rémunération des entrepreneurs individuels, on peut considérer que l'on cerne quasiment la majorité des flux économiques du secteur informel et on peut évaluer sa contribution à la formation du PIB selon l'optique du

revenu. Malheureusement, les données disponibles dans l'EIBC ne nous permettent pas d'appliquer cette méthode. En effet, on dispose dans la section 10, partie B de toutes les dépenses des entreprises non agricoles et en particulier des dépenses en main d'œuvre, qui nous intéressent ici, mais on n'a pas de données sur le bénéfice des entreprises ni sur la rémunération des entrepreneurs. Toutefois, après annualisation des données¹¹ et extrapolation à l'ensemble de la population, on aboutit, à titre indicatif à une masse salariale de 7 661 096 300 FG courants (1994).

Pour évaluer la contribution du secteur informel à la formation du PIB, hors agriculture, on se propose donc d'utiliser l'approche en terme de production. En effet, dans la section 10 partie B, on dispose des dépenses en consommations intermédiaires pour les deux dernières semaines précédant l'enquête et dans la section 10 partie D, on dispose du chiffre d'affaires¹² des entreprises pour cette même période (questions 1, 3 et 5). Au niveau des consommations intermédiaires, on conserve les postes concernant des "matières et fournitures consommables" et des "transports et autres services consommés" (soit les codes 2, 5 à 12 et 14 de la question 2 de la section 10 partie B), afin de se conformer à la nomenclature utilisée par la Comptabilité Nationale. Pour évaluer les dépenses et recettes sur l'année, on a utilisé la méthode préconisée dans le rapport final de l'enquête, c'est-à-dire que l'on a rapporté les dépenses et recettes à une journée, puis multiplié par trente pour avoir des données mensuelles, et ensuite multiplié par le nombre de mois d'activité de l'entreprise déclaré à la question 5 de la section 10 partie A. Par souci de cohérence, on a éliminé de l'échantillon les entreprises ayant déclaré des dépenses mais pas de chiffre d'affaires.

Après avoir intégré aux recettes les revenus nets tirés des autres entreprises non agricoles des ménages (question 16B de la section 11 partie C), on obtient les résultats suivant (en FG courants 1994) :

CHIFFRE D'AFFAIRES	CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	VALEUR AJOUTEE
712 375 008 714	169 456 703 507	542 918 305 207

¹¹ Cette transformation suppose implicitement que la période sur laquelle porte l'enquête est représentative.

¹² On assimile les notions de chiffre d'affaires et de production, faute d'autres données.

Si l'on compare cette valeur ajoutée au PIB marchand du secteur moderne hors agriculture pour 1994¹³, on peut estimer que le secteur informel contribue pour près de 46 % à la formation du PIB hors secteur agricole.

On doit toutefois émettre des réserves sur ces calculs. En effet, la mesure du PIB pour 1994 n'est pas fiable puisqu'elle découle d'extrapolation à partir des données de 1990.

Ensuite, on utilise une approche et des notions purement comptables pour effectuer les estimations, alors que par définition, les entreprises incluses dans le secteur informel ne tiennent pas de comptabilité. On peut donc avoir quelques doutes sur la qualité des réponses données par les responsables d'entreprises sur leurs dépenses en consommations intermédiaires et les revenus des entreprises. Ces doutes sont confirmés par l'incohérence de la désagrégation de la valeur ajoutée par secteur d'activité, qui fait apparaître des valeurs ajoutées négatives¹⁴:

¹³ D'après les comptes semi-définitifs 1992-94 fournis par la Division de la Comptabilité Nationale du Ministère du Plan et de la Coopération.

¹⁴ Toutefois, à ce niveau de détail, on n'a pas pu intégrer les revenus nets des autres entreprises non agricoles car il n'y a aucune information sur la ventilation de ces revenus par secteur d'activité.

<i>Branches d'activité</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Consommations intermédiaires</i>	<i>Valeur ajoutée</i>	<i>Part de la valeur ajoutée totale</i>
131 Pêche	1 505	1 616	-112	-0,002
2.Activités extractives	29	28	1	0,00
3.Activités de fabrication	44 102	54 599	-10 497	-2,09
dont				
31.Industries alimentaires	20 752	39 739	-18 987	-3,78
32.Industries textiles	11 330	7 117	4 214	0,84
33.Industries du bois	530	1 472	-942	-0,19
5.Construction	11 862	2 190	9 672	1,92
6.Commerce de gros et de détail	585 831	84 719	501 111	99,73
dont				
632 Produits alimentaires	141 916	33 906	108 010	21,50
634 Textiles, chaussures,...	68 396	18 390	50 005	9,95
7.Transport, communications	6 469	21 865	-15 396	-3,06
8.Intermédiation financière	16 946	3 740	13 206	2,63
9.Autres services	5 202	699	4 503	0,90
TOTAL	671 946	169 456	502 489	

(en millions de FG courants 1994)

Malgré l'incohérence de ces chiffres, on peut remarquer que la branche commerce est ici encore la plus importante, avec près de 100 % de la valeur ajoutée totale du secteur informel non agricole.

CONCLUSION

Parvenir à mesurer le poids du secteur informel est nécessaire mais n'est pas suffisant. Il est également très important de pouvoir analyser ses articulations avec le secteur moderne, c'est-à-dire de comprendre la dynamique réelle de ce secteur et son rôle dans les économies des pays en développement, à travers ses effets directs mais aussi indirects. Afin d'élaborer des politiques macro-économiques globales ou sectorielles, il peut être recommandé d'intégrer le secteur informel dans la comptabilité nationale, en tant que secteur institutionnel à part entière.

Dans cette perspective, la réalisation d'une enquête nationale sur le secteur informel paraît recommandée pour obtenir des données de première main. Cette enquête devrait être réalisée directement auprès des unités de production (au sens large, c'est-à-dire sans oublier les unités de production non localisées) et non auprès des ménages car on a pu constater que les ménages ne sont pas les mieux à même de répondre correctement aux questions concernant les dépenses et recettes des entreprises.

Par ailleurs, diverses recommandations ont déjà été faites pour promouvoir le secteur informel. Il n'est pas inutile de les rappeler :

- ↳ instaurer un environnement légal et institutionnel plus favorable, notamment en matière de débouchés et surtout d'accès au crédit (65 % des responsables d'entreprises informelles non agricoles interrogés dans le cadre de l'enquête ont déclaré que l'accès au crédit avait été un obstacle majeur dans la création de l'entreprise)
- ↳ encourager les initiatives d'auto-organisation des entrepreneurs, en particulier des femmes responsables d'entreprises qui font face à des problèmes spécifiques
- ↳ fixer des modalités d'installation et de migrations des établissements informels, en concertation avec les associations de petits entrepreneurs

↳ améliorer les compétences techniques et de gestion des petits producteurs du secteur informel.

Ainsi, l'aide au secteur informel doit agir du côté de la demande : marchés publics, redistribution des revenus), de l'offre : octroi de crédits, accès facilité aux matières premières ou encore de l'environnement : politique des prix, politique fiscale, ...

ANNEXE A : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Madame BAH	Economiste Nationale - PNUD
BARRY Saïkou	Directeur Bureau Guinéen d'Etudes et Conseils (BGEC)
Madame CAMARA	Secrétaire Générale Ministère du Plan et de la Coopération
CAMARA Mamadi	Economiste Principal - CEPEC
CONDE Hady	Directeur Général Adjoint Office de Promotion et de Développement de l'Artisanat Ministère de la Promotion du Secteur Privé, de l'Industrie et du Commerce
M. DIALLO	Directeur des Etudes Banque Centrale de la République de Guinée
DIALLO Alpha	Président FIDEMA - SOCOREF - TIG
DIOUBATE Sékou	Chef de Division - Comptabilité Nationale Ministère du Plan et de la Coopération
KEITA Mohamed Lamine	Directeur National de la Statistique Ministère du Plan et de la Coopération
SANGARE Ibrahima Sory	Conseiller Economique chargé des politiques sectorielles Ministère du Plan et de la Coopération
SOW Thierno Oumar	Directeur Général Office de Promotion et de Développement de l'Artisanat Ministère de la Promotion du Secteur Privé, de l'Industrie et du Commerce
TOURE Abdoulaye	Chef de Division - Etudes et Stratégies Macro-Economiques Ministère du Plan et de la Coopération

ANNEXE B1 : EXPLOITATION DE LA BASE DE DONNEES DE L'ENQUETE INTEGRALE BUDGET-CONSOMMATION

Le but de cette étude étant d'évaluer la contribution du secteur informel à la formation du Produit Intérieur Brut, hors secteur agricole, la partie la plus intéressante du questionnaire des ménages est la section 10 du questionnaire de l'enquête, qui concerne les entreprises non agricoles déclarées par les ménages. Les ménages interrogés dans cette section sont les ménages ayant répondu avoir un travail indépendant autre que l'agriculture ou l'élevage, c'est-à-dire, possédé une entreprise ou exercé une activité (commerce, profession libérale, *pêche* ou artisanat) au cours des douze derniers mois (se reporter à la question 7 de la section 7). Parmi ces activités, les trois plus importantes en terme de revenu ont été sélectionnées et la section 10 apporte des détails sur ces activités principales.

Le critère d'appartenance au secteur informel retenu étant que **l'entreprise ne tient pas de comptabilité**, la question filtre qui nous permet d'éliminer toutes les entreprises non concernées (c'est-à-dire, appartenant *a priori* au secteur formel) est la question 11 de la section 10, partie A :

↳ "Est ce que cette entreprise tient une comptabilité ?".

A partir de la réponse à cette question, deux listes sont créées, une liste des "ménages informels" contenant tous les ménages ayant au moins une activité informelle et une liste des "entreprises informelles non agricoles" contenant toutes ces entreprises. Cette dernière liste nous permet de décomposer le secteur informel en fonction des divers critères retenus (répartition par branche d'activité hors agriculture, répartition géographique, etc ...).

ANNEXE B2 : LISTE SIMPLIFIEE DES CODES D'ACTIVITE

GROUPE 1 AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE ET PECHE

11 AGRICULTURE, CHASSE ET ACTIVITES ANNEXES

- 111 Cultures, maraîchage, horticulture ; Culture de céréales, de légumes, horticulture, pépinière
Culture de fruits, de fruits à coques, de plantes pour boissons et pour épices
- 112 Elevage des bovins, production de lait à la ferme ; Elevage d'animaux des espèces ovine, caprine, chevaline, asinienne et mulassière ; Elevage de porcins, de volailles et d'autres animaux
- 113 Culture et Elevage associés
- 114 Activités annexes à la culture et à l'élevage, sauf activités vétérinaires
- 115 Chasse, piégeage, repeuplement en gibier et activités des services annexes

12 SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIERE ET ACTIVITES DES SERVICES ANNEXES

- 121 Sylviculture, exploitation forestière et activités des services annexes

13 PECHE, PISCICULTURE ET AQUACULTURE, ACTIVITES DES SERVICES ANNEXES A LA PECHE

- 131 Pêche, pisciculture, aquaculture et activités des services annexes à la pêche

GROUPE 2 : ACTIVITES EXTRACTIVES

21 EXTRACTION DES PRODUITS ENERGETIQUES

- 211 Extraction de charbon
- 212 Extraction de pétrole brut et de gaz naturel

22 EXTRACTION DES PRODUITS NON-ENERGETIQUES

- 221 Extraction de minerais métalliques ; Extraction de minerais de fer, bauxite, or, diamant ;
Extraction de minerais de métaux non ferreux, autres que l'uranium et le thorium
- 222 Autres industries extractives ; Extraction des pierres, des pierres pour la construction, des pierres calcaires, de gypse et de craie, d'ardoise, de sable et d'argile, de gravier et de sable, d'argile et de kaolin ; Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels
Production de sel ; Autres activités extractives non classées ailleurs

GROUPE 3 ACTIVITES DE FABRICATION

31 INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES, DES BOISSONS ET DU TABAC

- 311 Industrie des produits alimentaires et des boissons, ... ; Production, transformation et conservation
- 312 Industrie du tabac

32 INDUSTRIE DES TEXTILES ET DES PRODUITS TEXTILES

- 321 Industrie des textiles ; Préparation et filature, tissage, ... ; Fabrication de cordes, câbles, ficelles

- et filets ; Fabrication de non tissés et articles en ces matières, à l'exclusion des articles d'habillement ; Fabrication d'autres articles textiles non classés ailleurs
- 322 Fabrication d'articles d'habillement, préparation et teinture de fourrures ; Fabrication de vêtements
- 323 Apprêt et tannage des cuirs ; Maroquinerie, sellerie et bourrellerie ; Fabrication de chaussures
- 33 PRODUCTION DE BOIS ET D'ARTICLES EN BOIS**
- 331 Production de bois et d'articles en bois et en liège, sauf fabrication de meubles ; Vannerie et sparterie, Sciage et rabotage, Fabrication d'ouvrages en bois et en liège
- 332 Fabrication de pâte à papier, de papier et d'articles en papier et en carton ; Papeterie, papiers peints et autres articles en papier et en carton non classés ailleurs
- 333 Edition, imprimerie et activités annexes ; Edition de supports de son enregistrés et de supports de vidéos enregistrés ; Reproduction de supports enregistrés
- 34 FABRICATION DE PRODUITS PETROLIERS RAFFINES, COKEFACTION, TRAITEMENT DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES**
- 341 Fabrication des produits pétroliers raffinés, cokéfaction, traitement des combustibles nucléaires
- 342 Fabrication de produits chimiques, de gaz industriel, d'engrais et de produits azotés, de matières plastiques et de caoutchouc synthétiques sous formes primaires, de pesticides et autres produits agrochimiques, de peintures, vernis, encres, ... ; Fabrication de médicaments, de produits chimiques à usage médicinal et de produits d'herboristerie ; Fabrication de produits pharmaceutiques de base ; Fabrication de savons et détergents, de produits d'entretien, de produits de toilette et de parfums ; Fabrication de fibres synthétiques ou artificielles
- 343 Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
- 35 FABRICATION D'AUTRES MINERAUX NON METALLIQUES**
- 351 Fabrication d'autres produits non métalliques ; Fabrication de carreaux et dalles en céramique, de briques, tuiles, ciment, plâtre, ... ; Fabrication d'ouvrages en béton, ciment ou plâtre ; Taille, façonnage et finissage de la pierre
- 36 FABRICATION DE PRODUITS METALLURGIQUES DE BASE ET D'OUVRAGES EN METAUX**
- 361 Fabrication de produits métallurgiques de base ; Sidérurgie, fonderie
- 362 Fabrication d'ouvrages en métaux ; Forge, emboutissage, estampage et profilage de métaux ; Fabrication de quincaillerie à usage domestique
- 37 FABRICATION DE MACHINES ET EQUIPEMENTS NON CLASSES AILLEURS**
- 371 Fabrication de machines et matériels non classés ailleurs ; Fabrication de machines agricoles et forestières, de machines-outils, d'armes et de munitions
- 372 Fabrication de véhicules automobiles, de remorques et semi-remorques
- 373 Fabrication d'autres matériels de transport, de motocycles et de bicyclettes
- 38 FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET OPTIQUES**
- 381 Fabrication de machines de bureau, de machines comptables et de matériel de traitement de l'information

382	Fabrication de machines et appareils électriques non classés ailleurs
383	Fabrication d'équipements et appareils de radio, télévision et télécommunication
384	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie
39	AUTRES ACTIVITES DE FABRICATION NON CLASSEES AILLEURS
391	Fabrication de meubles, bijouterie, instruments de musique et de sport
392	Récupération, récupération des déchets
GROUPE 4	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU
41	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'EAU CHAUDE
411	Production et distribution d'électricité
412	Production de gaz
413	Production et distribution de vapeur et d'eau chaude
42	CAPTAGE, EPURATION ET DISTRIBUTION D'EAU
421	Captage, épuration et distribution d'eau
GROUPE 5	CONSTRUCTION
51	CONSTRUCTION
511	Préparation de sites (démolition, terrassement, forage et sondage)
512	Génie civil et hydraulique, construction y compris ouvrages d'art, couverture et charpentes ; Construction d'autoroutes, de routes, d'aérodromes, d'installations sportives et autres travaux spécialisés de construction
513	Travaux d'installation, installation électrique, isolation, plomberie et autres
514	Travaux de finition, plâtrerie, menuiserie intérieure, revêtement des sols et des murs, peinture et vitrerie, autres
515	Location de matériel de construction et de démolition avec opérateur
GROUPE 6	COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL, REPARATION DE VEHICULES AUTOMOBILES, DE MOTOCYCLES ET DE BIENS PERSONNELS ET DOMESTIQUES
61	COMMERCE, ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES, COMMERCE DE DETAIL DE CARBURANT AUTOMOBILE
611	Commerce de véhicules automobiles
612	Entretien et réparation de véhicules automobiles
613	Commerce de pièces et accessoires de véhicules
614	Commerce, entretien et réparation de motocycles et accessoires
615	Commerce de détail de carburants pour automobiles
62	COMMERCE DE GROS ET INTERMEDIAIRES DU COMMERCE, SAUF DE VEHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES
621	Activités intermédiaires du commerce en gros
622	Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants

623	Commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabac
624	Commerce de gros de biens de consommation autres qu'alimentaires
625	Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles, déchets et débris ; Commerce de gros de combustibles et produits dérivés, de métaux et minerais métalliques, de bois et matériaux de construction, d'équipements et de fournitures de quincaillerie, de plomberie et de chauffage, de produits chimiques
626	Commerce de gros de machines, équipements et fournitures pour le travail du métal et du bois, la construction, l'agriculture, l'industrie, le commerce et la navigation
63	COMMERCE DE DETAIL, SAUF DE VEHICULES AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES, REPARATION D'ARTICLES PERSONNELS ET DOMESTIQUES
631	Commerce de détail en magasins non spécialisés
632	Commerce de détail de produits alimentaires, boissons et tabac en magasins spécialisés ; Commerce de détail de viande, fruits et légumes, boissons, tabac, ...
633	Commerce de détail de produits pharmaceutiques et médicaux, produits de beauté et de toilette
634	Autres commerce de détail de produits neufs en magasins spécialisés : textiles et habillement, chaussures, meubles, appareils électroménagers, quincaillerie, librairie, ...
635	Commerce de détail de biens d'occasion
636	Commerce de détail autre qu'en magasins (par correspondance, éventaires et marchés, ...)
637	Réparation d'articles personnels et domestiques
64	HOTELS ET RESTAURANTS
641	Hôtels, hôtels avec restaurants
642	Campings et autres possibilités d'hébergement
643	Restaurants
644	Cafés
645	Cantines et traiteurs
GROUPE 7	TRANSPORTS, ENTREPOSAGE ET COMMUNICATIONS
71	TRANSPORTS TERRESTRES, TRANSPORTS PAR CONDUITES
711	Transports par chemins de fer
712	Autres transports terrestres
713	Transports par conduites
72	TRANSPORTS PAR EAU
721	Transports maritimes et côtiers
722	Transports par voies navigables intérieures
73	TRANSPORTS AERIENS
731	Transports aériens réguliers
732	Transports aériens non-réguliers
733	Transports spatiaux
74	ACTIVITES ANNEXES ET AUXILIAIRES DES TRANSPORTS, ACTIVITES DES

AGENCES DE VOYAGE

- 741 Manutention et entreposage
- 742 Autres activités annexes des transports
- 743 Activités d'agences de voyage et de tourisme, assistance touristique
- 744 Activités d'autres agences de transports

75 POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

- 751 Activités de poste et de courrier, nationales et autres
- 752 Télécommunications

GROUPE 8 INTERMEDIATION FINANCIERE

81 INTERMEDIATION FINANCIERE, SAUF ACTIVITES D'ASSURANCES ET DE CAISSES DE RETRAITE

- 811 Intermédiations monétaires, activités des banques centrales, autres intermédiations monétaires
- 812 Autres intermédiations financières, crédit-bail et autres activités de crédit

82 ACTIVITES D'ASSURANCES ET DE CAISSES DE RETRAITE, SAUF SECURITE OBLIGATOIRE

- 821 Activités d'assurances et de caisses de retraite, sauf sécurité sociale obligatoire

83 ACTIVITES AUXILIAIRES DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE

- 831 Activités auxiliaires de l'intermédiation financière, sauf assurances et caisses de retraite, administration des marchés financiers, gestion de portefeuille
- 832 Activités auxiliaires des assurances et des caisses de retraite

84 ACTIVITES IMMOBILIERES

- 841 Activités immobilières sur des biens propres ou loués, ...
- 842 Location de biens immobiliers propres ou loués
- 843 Activités immobilières à forfait ou sous contrat

85 LOCATIONS DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS SANS OPERATEURS ET DE BIENS PERSONNELS ET DOMESTIQUES

- 851 Location de véhicules automobiles
- 852 Location d'autres matériels de transport
- 853 Location de machines et équipements
- 854 Location de biens personnels et domestiques non classés ailleurs

86 ACTIVITES INFORMATIQUES ET CONNEXES

- 861 Conseils en matériel informatique
- 862 Production de logiciels
- 863 Traitement de données
- 864 Activités de banques de données
- 865 Entretien et réparation des machines de bureau, des machines comptables et de matériel

	informatique
866	Autres activités rattachées à l'informatique
87	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
871	Recherche et développement en sciences physiques et naturelles
872	Recherche et développement en sciences sociales et humaines
88	AUTRES ACTIVITES DE SERVICES FOURNIES PRINCIPALEMENT AUX ENTREPRISES
881	Activités juridiques, comptables et d'audit, conseil fiscal, activités d'études de marché et de sondage, conseil pour les affaires et le management, holdings
882	Activités d'architecture, d'ingénierie et autres conseils techniques
883	Activités d'essais et d'analyses techniques
884	Publicité
885	Sélection et fourniture de personnel
886	Activités d'enquêtes et de sécurité
887	Activités de nettoyage de bâtiments
888	Activités de services fournis principalement aux entreprises et non classées ailleurs
GROUPE 9	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE, ASSURANCE SOCIALE OBLIGATOIRE
91	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE, ASSURANCE SOCIALE OBLIGATOIRE
911	Administration générale, administration de la politique économique
912	Services fournis à l'ensemble de la collectivité
913	Activités de sécurité sociale obligatoire
92	EDUCATION
921	Activités d'enseignement primaire
922	Activités d'enseignement secondaire
923	Activités d'enseignement supérieur
924	Activités de formation permanente et autres activités d'enseignement
93	SANTE ET ACTION SOCIALE
931	Activités de santé humaine
932	Activités vétérinaires
933	Activités d'action sociale
94	ASSAINISSEMENT ET ENLEVEMENT DES ORDURES, VOIRIE ET ACTIVITES SIMILAIRES
941	Assainissement et enlèvement des ordures, voirie et activités similaires
95	ACTIVITES ET ASSOCIATIONS DIVERSES NON CLASSEES AILLEURS
951	Activités d'organisations économiques, patronales et professionnelles
952	Activités de syndicats de salariés
953	Autres activités associatives

96 ACTIVITES RECREATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES

961 Activités cinématographiques et vidéos

962 Activités de radio et de télévision

963 Autres activités de spectacle

964 Activités d'agence de presse

965 Activités de bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles

966 Activités sportives

967 Autres activités récréatives

97 AUTRES ACTIVITES DE SERVICE

971 Autres activités de service

98 MENAGES EMPLOYANT DU PERSONNEL DOMESTIQUE

981 Ménages employant du personnel domestique

99 ORGANISMES EXTRA-TERRITORIAUX

991 Organismes extra - territoriaux

ANNEXE B3 : TABLEAUX

REPARTITION DES ENTREPRISES DANS L'ECHANTILLON

	1-Secteur "moderne"	2-Secteur informel	3-Non classées	TOTAL
Nombre d'entreprises	56	4463	27	4546
% du total	1%	98%	1%	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON

	SECTEUR D'ACTIVITE			TOTAL
	1-Secteur productif (hors agriculture)	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	
Nombre d'entreprises informelles	879	3111	473	4463
% du total	20%	69%	11%	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE

	SECTEUR D'ACTIVITE			TOTAL
	1-Secteur productif (hors agriculture)	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	
Nombre d'entreprises informelles	215579	485272	64146	764997
% du total	28%	63%	8%	

En conservant un niveau de détail plus fin, on a ¹⁵:

	Nombre entreprises	Pourcentage
131 Pêche	8141	1,06%
2. Activités extractives	70732	9,25%
3. Activités de fabrication	112380	14,69%
dont		
31. Industries alimentaires	18818	2,46%
32. Industries textiles	44279	5,79%
33. Industries du bois	12146	1,59%
4. Electricité, gaz et eau	998	0,13%
5. Construction	23328	3,05%
6. Commerce de gros et de détail	522462	68,30%
dont		
632 Commerce de détail de produits alimentaires,...	310787	40,63%
634 Commerce de textile, chaussures, quincaillerie,...	99985	13,07%
7. Transport, entreposage et communications	10588	1,38%
8. Intermediation financière	4307	0,56%
9. Autres services	12061	1,58%
	764997	100,00%

Au sein des activités de fabrication, les industries alimentaires représentent environ 17 % des activités, les industries textiles près de 40 % et les industries du bois environ 11 %. Parmi les activités de commerce, le commerce de détail des produits alimentaires, boissons et tabac est prépondérant, avec près de 60 % des activités, puis vient le commerce de textiles, chaussures, quincaillerie et autres avec environ 20 %.

¹⁵ Les écarts de pourcentage, plus de 68 % pour le groupe 6 : Commerce contre 63 % pour le secteur commercial dans la classification en trois grands secteurs, sont liés à l'inclusion des sous-secteurs 612, 637 et 64. (services de réparation divers et hôtels, restaurants) dans le groupe 6.

REPARTITION PAR REGION DANS L'ECHANTILLON

	REGION					TOTAL
	1-Conakry	2-Basse Guinée	3-Moyenne Guinée	4-Haute Guinée	5-Guinée Forestière	
Nombre d'entreprises informelles	1843	723	418	763	716	4463
% du total	41%	16%	9%	17%	16%	

REPARTITION PAR REGION DANS LA POPULATION TOTALE

	REGION					TOTAL
	1-Conakry	2-Basse Guinée	3-Moyenne Guinée	4-Haute Guinée	5-Guinée Forestière	
Nombre d'entreprises informelles	193786	149156	105551	182351	134153	764997
% du total	25%	19%	14%	24%	18%	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE REGION DANS L'ECHANTILLON

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
REGION DE CONAKRY	Nb entreprises	241	1274	328	1843
	%	13	69	18	
BASSE GUINEE	Nb entreprises	171	516	36	723
	%	24	71	5	
MOYENNE GUINEE	Nb entreprises	118	270	30	418
	%	28	65	7	
HAUTE	Nb entreprises	255	474	34	763

GUINEE	%	33	62	4	
GUINEE	Nb entreprises	94	577	45	716
FORESTIERE	%	13	81	6	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE REGION DANS LA POPULATION TOTALE

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
REGION DE CONAKRY	Nb entreprises	24052	133743	35991	193786
	%	12	69	19	
BASSE GUINEE	Nb entreprises	35160	108254	5742	149156
	%	24	73	4	
MOYENNE GUINEE	Nb entreprises	33035	65488	7028	105551
	%	31	62	7	
HAUTE GUINEE	Nb entreprises	102073	74121	6157	182351
	%	56	41	3	
GUINEE FORESTIERE	Nb entreprises	21259	103666	9228	134153
	%	16	77	7	

REPARTITION PAR SEXE DU RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE DANS L'ECHANTILLON ET DANS LA POPULATION TOTALE

		1-Masculin	2-Féminin	Total des entreprises
Echantillon	Nb entreprises	1976	2487	4463
	%	44	56	
Population Totale	Nb entreprises	361412	403585	764997
	%	47	53	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE SEXE DANS L'ECHANTILLON

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
SEXE MASCULIN	Nb entreprises	643	1088	245	1976
	%	33	55	12	
SEXE FEMININ	Nb entreprises	236	2023	228	2487
	%	9	81	9	

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE POUR CHAQUE SEXE DANS LA POPULATION TOTALE

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
SEXE	Nb	154982	168230	38200	361412

MASCULIN	entreprises				
	%	43	47	11	
SEXE	Nb entreprises	60597	317042	25946	403585
FEMININ	%	15	79	6	

REPARTITION PAR SEXE POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
SEXE	Nb entreprises	643	1088	245	1976
MASCULIN	%	73	35	52	
SEXE	Nb entreprises	236	2023	228	2487
FEMININ	%	27	65	48	

REPARTITION PAR SEXE POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE

		1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	Total des entreprises
SEXE	Nb entreprises	154982	168230	38200	361412
MASCULIN	%	72	35	60	
SEXE	Nb entreprises	60597	317042	25946	403585
FEMININ	%	28	65	40	

PART DES APPRENTIS DANS CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLON

	1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	TOTAL
Nombre de personnes travaillant dans l'entreprise	890	437	299	1626
Nombre d'apprentis	614	78	211	903
% d'apprenti	69%	18%	71%	56%

PART DES APPRENTIS DANS CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITE DANS LA POPULATION TOTALE

	1-Secteur productif	2-Secteur commercial	3-Secteur des services	TOTAL
Nombre de personnes travaillant dans l'entreprise	141028	65716	44669	251413
Nombre d'apprentis	91670	10562	33308	135540
% d'apprenti	65%	16%	75%	54%

ANNEXE C : TERMES DE REFERENCE

ETUDE DU SECTEUR INFORMEL EN GUINEE

1.0 CONTEXTE

Les dernières études sur le secteur informel en Guinée remontent en 1987, malgré l'essor que ce secteur a subi depuis 1985, année de la libéralisation de l'économie. Les informations concernant l'apport du secteur dans la formation professionnelle par le biais de l'apprentissage ainsi que dans la formation et la redistribution des revenus sont très mal connues et découlent d'estimations fantaisistes.

Le Ministère du Plan et de la Coopération à travers le Projet d'Appui au Développement Socio - Economique (PADSE) a effectué en 1994-95 une Enquête Intégrale Budget et Consommation (EIBC), ayant un volet emploi très détaillé. L'EIBC reposait sur un échantillon national de 4416 ménages. A ce niveau, tous les individus âgés de 7 ans et plus ont été interviewés sur leurs activités actuelles centrées sur les 7 derniers mois et leurs activités habituelles basées sur les 12 derniers mois. L'ensemble des caractéristiques des emplois ont été saisies (branche d'activité, statut dans l'emploi, rémunérations et avantages, protection sociale, nombre d'employés, enregistrement auprès d'une agence gouvernementale, tenue d'une comptabilité moderne, etc...). En ce qui concerne les 3 principales activités (du point de vue apport de revenu au ménage), les comptes d'exploitation et d'utilisation de revenus des différentes activités ont été saisies, ainsi que d'autres informations clés (origine du capital, accès au crédit, problèmes de débouchés).

Les enquêtes auprès des ménages constituent une démarche idéale pour étudier le secteur informel, la présente consultation s'inscrit dans ce cadre.

2.0 OBJECTIFS

Exploiter les données de l'EIBC pour étudier le secteur informel en Guinée. Il s'agira entre autres d'examiner :

- ◆ les caractéristiques du secteur (activités dominantes, rôle et importance des activités féminines)
- ◆ la contribution du secteur à la formation par le biais de l'apprentissage
- ◆ la contribution du secteur au Produit Intérieur Brut (hors secteur agricole).

3.0 DUREE DE LA CONSULTATION

La durée de la consultation est de 1 Homme/Mois

4.0 OUTPUT

Au terme de la mission de consultation, l'expert devra fournir un draft de son rapport et le document final 15 jours après la mission.

ANNEXE D : BIBLIOGRAPHIE

ADJOGOU Akou, *Recensement et analyse de travaux ayant donné lieu à une collecte originale de données sur le secteur non structuré du Togo*, Brochure n° 59, AMIRA, 1991

ARCHAMBAULT Edith, *Comptabilité Nationale*, ECONOMICA, 1988

ARCHAMBAULT Edith, **GREFFE** Xavier (sous la direction de), *Les économies non officielles*, Editions La Découverte, 1984

Atouts et difficultés de fiscalisation du secteur informel, FIDEMA/CEPEC, 1996

AUGERAUD Patrick, *Exploitation de l'enquête secteur informel Niger 1987/1988 pour la Comptabilité Nationale*, STATECO n° 65, 1991

BLAIZEAU Didier, **CHARMES** Jacques, *Méthode d'analyse du secteur non structuré à travers une enquête budget - consommation. L'expérience du Rwanda*, STATECO n° 42, 1985

CHARMES Jacques (sous la direction de), *Recensement des établissements du secteur non structuré urbain à Conakry, Kankan, Kindia, Mamou et Labé*, Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, 1988

CHARMES Jacques, *Approches comptables, statistiques et économiques du secteur informel*, Brochure n° 61, AMIRA, 1991

CORDONNIER Rita, *Les approches méthodologiques du secteur informel*, Brochure n° 61, AMIRA, 1991

CORDONNIER Rita, *Les diverses approches méthodologiques du secteur non structuré. Bibliographie analytique par pays*, Brochure n° 62, AMIRA, 1991

DIOUBATE Youssouf, *Pauvreté et marché du travail à Conakry*, Discussion Papers 49, Institut International d'Etudes Sociales, 1992

DIOUBATE Youssouf, **KESSEBA** Mona Mahlab, *Pauvreté en Guinée : analyse micro-économique*, PNUD, 1995

DIOUBATE Youssouf, **TRAORE** Issa, *Lettre de Politique de Développement Humain - Note thématique "Emploi et Développement social"*, Document de Travail, Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de l'Emploi, PNUD/BIT, 1995

GOZO Kodjo Michel, *Secteur non structuré urbain en République de Guinée : analyse de blocage et perspectives de promotion*, OIT/PME/PECTA, 1988

GUINEE, Marchés Tropicaux et Méditerranéens, n° 2698, 1997

La pression démographique et le développement du secteur informel en Guinée, SETI/CEPEC, 1997

Le secteur informel en Guinée, Bulletin de Politique Economique n° 2, CEPEC, 1997

Le séminaire de Bamako sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne (mars 1997), STATECO, n° 87-88, 1997

Mécanismes de fonctionnement du secteur informel guinéen - Analyse des performances, BGEC/CEPEC, 1996

UDIN Xavier, *L'enquête nationale sur le secteur informel au Niger (1987-1988)*, STATECO n° 61, 1990

ROUBAUD François, *Proposition pour intégrer le secteur informel dans la comptabilité nationale. Concept et mesure*, STATECO, n° 65, 1991

ROUBAUD François, **SERUZIER** Michel, *Economie non enregistrée par la statistique et secteur informel dans les pays en développement*, STATECO, n° 68, 1991

SERUZIER Michel, Le TES au service de la mesure de l'économie non enregistrée. Propositions méthodologiques pour les pays en développement, STATECO, n° 58-59, 1989